Sommaire

Éditorial

François Molinié 5

Dossier

La santé

La santé : un droit, source de tensions
par Jean-François Delfraissy et Pierre-Henri Duée 13

Comparaison des statuts de droit public ou privé du personnel de santé
par Jean-François Boutet 23

L'ONIAM et ses juges
par Didier Chauvaux et Domitille Duval-Arnould 33

L'Agence de la biomédecine, un modèle original au service de la loi de bioéthique
par Anne Courrèges 61

La coopération entre établissements de santé publics et privés
par Jean-Michel Lemoyne de Forges 71

Une divergence entre les deux ordres de juridiction : la responsabilité du fait de l'utilisation d'un produit de santé défectueux. Étude
par Didier Le Prado 81

L'Agence nationale des médicaments et des produits de santé (ANSM) par temps de crises : le défi de la défiance
par Dominique Martin 97

État d'urgence sanitaire et droit à la protection de la santé
par Marie-Laure Moquet-Anger 103

Convergences et divergences des jurisprudences administrative et judiciaire en matière de responsabilité médicale
par Yves Richard 117

L'évolution des politiques de santé
par Didier Tabuteau 135

Conclusions
par Didier Truchet 143

Notes, rapports & conclusions

Conseil d'État

Conseil d'État, 1re et 4e chambres réunies, 16 novembre 2020 – n° 431159
Conseil d'État, 1re et 4e chambres réunies, 16 novembre 2020 – n° 437600
Responsabilité de l'État du fait de la carence fautive de l'Agence nationale du médicament et des produits de santé (prothèses PIP).
Conclusions de Vincent Villette 165

Cour de cassation

1re Chambre civile, 26 février 2020 – n° 18-26.256
Responsabilité des médecins et des établissements privés au titre du défaut d'un produit de santé.
Rapport de Domitille Duval-Arnould 196
Avis de Pierre Lavigne 219

2e Chambre civile, 20 mai 2020 – n° 18-24.095
Prise en considération d'une prédisposition et réduction du droit à indemnisation d'une victime.
Rapport de Nina Touati 235
Avis de Savinien Grignon Dumoulin 248

3e Chambre civile, 16 janvier 2020 – n° 19-13.645
Démolition d'une habitation construite dans une zone inondable et sécurité des personnes.
Rapport de Laurent Jacques 258
Avis de Fabrice Burgaud 265

Chambre commerciale, 2 septembre 2020 – n° 18-24-863
Service de boissons alcooliques en l'absence des licences prévues par le code de la santé publique.
Rapport de Valérie Michel-Amsellem 278
Rapport complémentaire de Valérie Michel-Amsellem 285
Avis de Marie-Liesse Guinamant 292

Chambre criminelle, 31 mars 2020 – n° 19-85.121
Épilation à la lumière pulsée et exercice illégal de la médecine.
Rapport de Claude Bellenger 306
Avis de Philippe Lagauche 312

Conférences de l'Ordre

Conférence d'actualité 2020

5 mars 2020, « Dernières évolutions de la jurisprudence en matière de radiation des pourvois »

Rencontre avec les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation
par Ingrid Andrich 319

Miscellanées des titulaires du CAPAC

L'*amicus curiae*
par Claire Loiseau et Grégory Maitre 337

Le Conseil d'État et la Cour de cassation par temps de crise
par Myriam Gougeon, Isabelle Goulet et Élodie Le Prado 352

Étude

La cassation ici et ailleurs. L'exemple de la CCJA
par Laurent Poulet 371